

Brochure n° 3281

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1821. – PROFESSIONS REGROUPEES DU CRISTAL,**  
**DU VERRE ET DU VITRAIL**

---

ACCORD DU 30 NOVEMBRE 2018  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2019

NOR : ASET1950082M  
IDCC : 1821

---

Entre :

FCVMM,

D'une part, et

FNTVC CGT ;

FCE CFDT ;

Fédéchimie FO ;

CFE-CGC chimie ;

CMTE CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Le présent accord, établi concomitamment à l'accord de branche portant sur la concordance des coefficients signé le même jour dans le cadre de la branche IDCC 1821, s'applique uniquement aux entreprises relevant de l'annexe A de la convention collective telle que définie par l'accord du 30 juin 2017 relatif à la fusion des branches professionnelles de la fabrication du verre à la main semi-automatique et mixte, de l'union des chambres syndicales des métiers du verre, de la verrerie travaillée mécaniquement au chalumeau et de l'industrie du vitrail.

Il porte donc exclusivement sur les salaires applicables dans les entreprises relevant du champ intitulé, avant la fusion, « union des chambres syndicales des métiers du verre. »

Précisions sur les dénominations utilisées dans le présent accord :

- les salariés couverts, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2022, par les dispositions conventionnelles de l'union des chambres syndicales des métiers du verre (IDCC 2306) et de la verrerie travaillée mécaniquement au chalumeau (IDCC 161) sont désignés dans le présent accord comme « les salariés issus de l'UMV-CSTITV » ;
- les salariés qui relevaient, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2018, d'entreprises appliquant la convention collective de la fabrication du verre à la main, semi-automatique et mixte (IDCC 1821), aujourd'hui renommée, sont désignés dans le présent accord comme « les salariés issus du verre à la main » ;

- la grille des coefficients communs applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2022 est désignée sous le terme « nouvelle grille » dans le présent accord ;
- la grille des coefficients applicables aux salariés issus du verre à la main est désignée sous le terme « grille du verre à la main » dans le présent accord ;
- la grille des coefficients applicables aux salariés issus de l'UMV-CSTITV est désignée sous le terme « grille de l'UMV-CSTITV » dans le présent accord.

## Article 1<sup>er</sup>

### *Salaire minimum garanti*

#### a) Formule générale de calcul

Afin de déterminer la valeur d'un coefficient, est calculée la différence entre la valeur de ce coefficient en vigueur dans l'annexe A de la convention collective et celle en vigueur dans la grille de destination définies dans l'accord sur la concordance des coefficients, c'est-à-dire dans la grille du verre à la main. Cette différence donne lieu à un montant. Ce montant, divisé par trois, est additionné à la valeur du coefficient donné de la grille de l'UMV-CSTITV. Le chiffre trois correspond au nombre d'exercice séparant le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et le 1<sup>er</sup> janvier 2022. En conséquence, ce montant sera divisé par 2 en 2020 et la différence constatée en 2021 sera compensée pour atteindre l'équivalence visée.

Les valeurs de référence dans la grille de l'UMV-CSTITV sont celles définies par accord étendu du 30 octobre 2014 étant souligné que la valeur retenue pour les coefficients 100 à 175 ne peut être inférieure au Smic.

Les valeurs de référence dans la grille du verre à la main sont celles définies par accord, non étendu à ce jour, du 16 mars 2018.

Exemple :

La valeur du K190 dans la grille de l'UMV-CSTITV est de 1 508 € ;

La valeur du K190 dans la grille du verre à la main est de 1 634,69 €.

Valeur du K190 de l'annexe A au 1<sup>er</sup> janvier 2019 =  $[(1\ 634,69 - 1\ 508) / 3] + 1\ 508 = 1\ 550,23$  €

#### b) Cas particuliers

Le K155 n'existant pas dans la grille du verre à la main, la valeur référence de destination est calculée à partir d'une valeur de point complémentaire fixé à 1,405 (valeur du K165 – valeur du K145/20).

Compte tenu des dispositions de l'article 3 j de l'accord de branche portant sur la concordance des coefficients, les valeurs de destinations dans la présente grille du K550 et du K660 sont d'une part la valeur médiane des K550 et K660 du verre à la main et d'autre part la valeur médiane des K770 et K880 du verre à la main.

Les salaires minima garantis (en euros) sont ainsi revalorisés comme définis dans la grille ci-dessous :

(En euros.)

	COEFFICIENTS DE L'ANNEXE A de la CCN	SMG MENSUEL
Niveau de référence	100	1 498,50 <sup>(1)</sup>
Salariés non spécialisés	105 et 115	1 498,50
Salariés spécialisés	125	1 498,50
	135	1 509,54

	COEFFICIENTS DE L'ANNEXE A de la CCN	SMG MENSUEL
Salariés qualifiés	145	1 515,79
	155	1 520,47
	165	1 525,16
Salariés hautement qualifiés et chef d'équipe 1 <sup>er</sup> échelon	175	1 534,61
Salariés hautement qualifiés et chef d'équipe 2 <sup>e</sup> échelon	190	1 550,23
Ouvriers très hautement qualifiés Agents de maîtrise Techniciens	205	1 605,15
	215	1 644,53
	230	1 695,78
Agent de haute maîtrise Techniciens supérieurs	250	1 798,66
	265	1 888,76
	295	2 026,20
Technicien supérieur assimilé cadre Cadre débutant	315	2 267,82
	330	2 445,65
Ingénieur cadre débutant Assimilé cadre Ingénieur cadre confirmé	345	2 684,08
	380	3 000,26
Ingénieurs et cadres	440	3 352,69
	550	4 290,80
	660	5 465,84
(1) Valeur du Smic connue à la date de signature du présent accord.		

## Article 2

### *Prime d'ancienneté*

La base de calcul de la prime d'ancienneté annuelle de l'UMV est revalorisée de 5 %.

À partir de la date de conclusion du présent avenant, le calcul du premier niveau se fait à partir du montant de 2 728 €. Ce calcul est effectué selon les dispositions de l'article 3.7 de l'annexe II de la convention collective IDCC 2306.

*(En euros.)*

COEFFICIENT	3 ANS	6 ANS	9 ANS	12 ANS	15 ANS	18 ANS
125 à 175	82	164	246	327	409	491
190 à 295	164	327	491	655	818	982
315 à 345	246	491	737	982	1 228	1 473

### **Article 3**

#### *Égalité salariale*

Il est rappelé que les partenaires sociaux sont convenus, à l'article 2.5 de l'accord de fusion des branches du 30 juin 2017, de mener des négociations sur l'égalité professionnelle. Ces négociations seront engagées courant du second semestre 2018 sur la base d'un panorama social en cours d'élaboration, lequel comporte des indicateurs permettant d'identifier les éventuels écarts de rémunération entre les hommes et les femmes.

Il en résultera un accord qui réaffirmera l'obligation pour les employeurs d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale et à ancienneté égale, l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes.

Par ailleurs, les parties s'y engageront à respecter un ensemble de mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes étant entendu que le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique de l'égalité professionnelle et de la mixité des emplois dans les entreprises.

Cet accord s'appliquera à l'ensemble des entreprises relevant du champ conventionnel IDCC 1821 quelles que soient leurs conventions collectives d'origine ante-fusion.

### **Article 4**

#### *Situation des entreprises de moins de 50 salariés*

Le présent accord porte sur la valorisation de valeurs d'application générale qui s'imposent aux parties quelle que soit la taille des entreprises.

### **Article 5**

#### *Durée*

Les présentes dispositions entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

### **Article 6**

#### *Force obligatoire des dispositions*

Il ne peut être dérogé, dans un sens défavorable au salarié, à une quelconque des dispositions du présent accord.

### **Article 7**

#### *Publication. – Extension*

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité prévues par les dispositions réglementaires visées à l'article L. 2231-6 du code du travail. Les parties signataires conviennent d'en demander l'extension.

### **Article 8**

#### *Dénonciation. – Révision*

Le présent accord peut être dénoncé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-10 et suivants du code du travail.

Il peut être révisé conformément aux dispositions de l'article L. 2261-7 dudit code.

Fait à Paris, le 30 novembre 2018.

(Suivent les signatures.)